

La Gazette

des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3891 - Vendredi 28 Mai 2021 - Prix : 200 Fc

POLITIQUE

Ahmed Hydrocarbures arrêté pour tentative de déstabilisation



Said Abdallah Salim ex directeur
général de SCH

ECONOMIE

Des investisseurs égyptiens à l'assaut du site de Galawa

LIRE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Mai 2021**

Lever du soleil:
06h 19mn
Coucher du soleil:
17h 49mn
Fadjr : 05h 07mn
Dhouhr : 12h 08mn
Ansr : 15h 04mn
Maghrib: 17h 52mn
Incha: 19h 06mn



FÉDÉRATION DE FOOTBALL DES COMORES :

Préparation, compétition et récupération : facteurs essentiels pour les besoins de l'organisme

Dans le cadre de la participation des Cœlacanthes à la phase nationale de la Coupe d'Afrique des Nations (Can), prévue en terre camerounaise en janvier 2022, les matches amicaux prévus à la date Fifa de juin ont été revus. Mais cette réadaptation du planning fait couler un flot d'encore et de salive. Logiquement, l'organisation des matches amicaux se fait en concertation et en collaboration du tandem administratif, Fédération de Football des Comores (Ffc) et technique, le staff national, maître du dernier mot.

Traditionnellement, les équipes nationales qualifiées à des compétitions internationales incluent dans leur planning de travail des matches amicaux. Les Cœlacanthes, qualifiés à la phase nationale de la Can 2022 n'échappent pas à la règle. Mais pour des raisons technico-tactiques, les rencontres prévues en juin ont été reportées. Les joueurs viennent de terminer le championnat, donc

épuisés. Le staff, responsable de tout volet technique a préféré laisser les joueurs récupérer. L'initiative suscite un tonnerre de débats.

« Pour la fenêtre Fifa, les éliminatoires de la coupe du monde étaient programmées. Finalement, elles ont été ajournées. Les matches amicaux des Cœlacanthes sont également reportés. Les joueurs en fin de saison et le staff ont privilégié le repos, les vacances, les familles. Par expérience, on sait qu'au retour d'une compétition de grande envergure un joueur est toujours moins performant. Mais encore faut-il avoir joué au football pour comprendre qu'il y a un temps pour la préparation, un temps pour la compétition et un temps pour la ré-carburation », explique Said Ali Said Athouman, président de la Ffc.

Multiplier des matches, officiels et/ou amicaux, revêt d'une double fin. D'une part, l'équipe approfondit l'expérience, se soude, améliore les capacités physiques et technico-tactiques, et renforce la tonicité morale. Mais, d'autre

part, la multiplicité des rencontres cumule les fatigues, rend vulnérable l'organisme, et expose les compétiteurs à des complications musculaires. A ce stade, tout rendement devient aléatoire. Les athlètes ne sont pas des robots. Dans une saison sportive, il y a des étapes inhérentes et incontournables : le regroupement, les matches, et la trêve.

Le patron de la Ffc, ancien joueur qui avait évolué en France et aux Comores, réagit en connaissance de cause : « Ce n'est pas en se livrant à de multiples matches amicaux qu'une équipe devient performante. De plus, accepter ou refuser un match amical à l'international ne relève pas de la compétence d'une fédération, mais, du staff technique national. Ce dernier décide en fonction de plusieurs facteurs, fenêtre Fifa, état des joueurs, disponibilité, fatigue, blessure, etc. ».

Gondet Bm

Brèves**Les Comoriens de Marseille réclament justice pour Faïna**

L'émotion ne retombe pas. Le viol suivi d'assassinat de Faïna, 5 ans, reste un drame qui choque encore les Comoriens d'ici et d'ailleurs. Le samedi 22 mai dernier, les Comoriens de Marseille ont battu le pavé pour réclamer justice pour Faïna, dont le corps sans vie a été retrouvé le 8 mai, après avoir été violée puis assassinée trois jours plus tôt à Mwemboidju au nord de la Grande-comore. Son bourreau, un mineur de 15 ans, est en mandat dépôt. Il a avoué les faits qui lui sont reprochés. Diverses manifestations de la société civile ont eu lieu à Moroni dans la foulée de la découverte du corps.

Le parti Orange souffle sa huitième bougie

La paix. Tel était le maître-mot des discours qui ont été tenus lors d'une réunion qui a regroupé les élus du parti Orange. Mohamed Daoudou et les siens se disent satisfaits des 8 années d'existence de leur formation politique qui a réussi à s'imposer sur le paysage politique national. « Cela prouve combien nos idées et nos principes vont dans le bon sens pour des Comores prospères et paisibles », dit le président d'honneur, Mohamed Daoudou, qui n'a pas omis de rappeler les élus municipaux et nationaux que compte ce parti resté fidèle au régime du président Azali.

Le ministre de l'intérieur met en garde l'opposition

À la veille du 26 mai 2021, date à partir de laquelle l'opposition revendique un transfert du pouvoir central à un Comorien issu de l'île autonome d'Anjouan, le ministre de l'intérieur Mohamed Daoudou alias Kiki a tenu à mettre en garde l'opposition contre les manœuvres de déstabilisation. Il invite les adversaires du pouvoir actuel à « prendre leurs responsabilités ». Malgré cette mise en garde, le premier flic du pays indique que la présence militaire ces derniers sur les voies publiques et les contrôles qui s'ensuivent, « entrent plutôt dans le cadre des contrôles liés au respect des mesures de prévention contre la propagation coronavirus ».

Le corps du Mauricien Danel Rock rapatrié

Retrouvé mort aux Comores le 4 avril, le corps du Mauricien Danel Rock est rapatrié vendredi 21 mai. Une autopsie revendiquée par son épouse a eu lieu le week-end. Selon les résultats, Danel Rock serait décédé de mort naturelle. Danel Rock exerçait depuis 2009 comme directeur technique dans un garage à Mutsamudu.

Rassemblées par Kamal Gamal

AVIS DE MANIFESTATION D'INTÉRÊT

en vue de la sélection d'une firme ou d'un cabinet (service de consultants) pour « la mise en place d'une plateforme web collaborative régionale dédiée à l'émergence d'entreprises et de projets innovants pour promouvoir l'économie circulaire et réduire la pollution marine dans les Etats insulaires en développement d'Afrique et de l'océan Indien (African and Indian Ocean Developing Island States, AIODIS).»

1. La Commission de l'Océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale de coopération régionale qui regroupe l'Union des Comores, La France/Réunion, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Elle a pour mission de resserrer les liens d'amitié et de solidarité entre les peuples et de contribuer à travers la coopération régionale au développement durable de ses Etats membres. La COI a obtenu un don de la Banque mondiale pour financer le projet SWIOFish 2Regional (Second South West Indian Ocean Fisheries Governance and Shared Growth Project). Elle se propose d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements autorisés au titre du contrat de Consultant (firme) qui assurera « la mise en place d'une plateforme web collaborative régionale dédiée à l'émergence d'entreprises et de projets innovants pour promouvoir l'économie circulaire et réduire la pollution marine dans les Etats insulaires en développement d'Afrique et de l'océan Indien (African and Indian Ocean Developing Island States, AIODIS) ».

2. La mission du consultant est de : (i) entreprendre une évaluation des besoins du paysage et une cartographie des institutions et des structures de soutien à l'entrepreneuriat, y compris les incubateurs et accélérateurs dans chacun des huit pays AIODIS et leur capacité à répondre à l'orientation de l'économie vers l'économie circulaire; (ii) concevoir une solution intégrée incluant des services d'hébergement pendant 12 mois pour une plateforme web collaborative régionale dédiée à l'émergence d'entreprises et de projets innovants pour promouvoir l'économie circulaire et réduire

la pollution marine dans les Etats insulaires en Développement d'Afrique et de l'océan Indien (AIODIS) ; (iii) élaborer un plan opérationnel clair avec des éléments spécifiques clairs pour établir la plate-forme et exploiter la plateforme pendant 18 mois après sa création.

3. La Commission de l'océan Indien (COI) invite les consultants (firmes ou cabinets) éligibles à manifester leur intérêt afin de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères de présélection sont les suivants : • Personne morale légalement constituée et enregistrée; • Au moins 5 ans d'expérience pertinente avec une capacité démontrable à travailler avec des entrepreneurs, des entreprises du secteur privé, à construire des modèles commerciaux inclusifs et une expertise appliquée dans les domaines du genre, de l'autonomisation économique et des partenariats multi-sectoriels. • Réseau solide de partenaires dans le domaine de l'entrepreneuriat au sein des Etats de l'AIODIS; • Solide expérience démontrable dans la gestion de programmes d'incubateurs et d'accélérateurs entrepreneuriaux; • Des résultats positifs en termes de déblocage de ressources cofinancées avec les secteurs public et privé; • Expérience en innovation et expérience de travail et / ou présence dans les petits Etats insulaires en développement (PIED), en particulier les pays AIODIS; • Des réseaux solides avec des entreprises du secteur privé opérant dans AIODIS

constitueront un avantage. La formation de consortiums est autorisée dans le but de renforcer la qualification pour être informé.

4. Une version des termes de référence est disponible sur le site web de la Commission de l'océan Indien <https://www.commissionoceanindien.org/sw2-y4-c002/>

5. Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées en version électronique sous format non compressé aux adresses ci-dessus au **plus tard le jeudi 3 juin 2021 à 16heures 30 minutes** (heures de Maurice GMT+4) :

e-mail : innocent.miada@coi-ioc.orget ; njiva.r@coi-ioc.org

Référence : " (SW2/Y4-C002) establishment of a regional collaborative web platform "

6. Le consultant sera sélectionné en accord avec les dispositions de la clause 3.7 (QC) de la section III des Directives sur la Sélection et l'Emploi des Consultants par les emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des prêts de la BIRD, des crédits et don de l'AID, édition janvier 2011 révisée en juillet 2014.

7 Les consultants intéressés peuvent obtenir de plus amples informations auprès de la Commission de l'océan Indien (COI) en envoyant un courriel aux adresses visées au paragraphe 5.

POLITIQUE

Ahmed Hydrocarbures arrêté pour tentative de déstabilisation

Ahmed Abdallah Salim, ex directeur de la société comorienne des hydrocarbures, est arrêté par la gendarmerie le 26 mai, date qui marque « la fin du mandat » d'Azali Assoumani selon l'opposition. Ce proche de Sambu et ancien conseiller d'Azali est accusé de tentative de déstabilisation avec 23 autres complices dont le gérant de la station-service Itsandra.

L'ancien directeur des Hydrocarbures Said Abdallah Salim, célèbre

sous le surnom d'Ahmed Hydrocarbures est en garde à vue à la gendarmerie nationale depuis le mercredi 26 mai dernier. Il est arrêté avec au moins 23 autres complices selon une source sécuritaire qui nous affirme qu'ils sont accusés de tentative de déstabilisation. Pour l'opposition, la date du 26 mai marquait la fin du mandat d'Azali Assoumani, investi le 26 mai 2016 pour un mandat de 5 ans en effet. Seulement, à la faveur du referendum constitutionnel du 30 juillet 2018, contesté par l'opposition, Azali Assoumani a remis les comp-

teurs à zéro et organisé dans la foulée, en mars 2019, une présidentielle anticipée à l'issue de laquelle il est déclaré élu dès le premier tour...

A cette date anniversaire l'opposition envisageait de manifester dans la capitale. Une intention non dissimulée puisqu'annoncée à la préfecture du centre laquelle, sans surprise, a opposé une fin de non-recevoir. Mais l'opposition ne semblait pas prête à en démordre. Hormis les escarmouches entre forces de l'ordre et manifestants à Magoudjou, rue commerçante de la capitale où des détonations ont été

entendues par les riverains, l'ancien patron des Hydrocarbures serait attrapé avec « une quantité importante de pétrole » à son domicile selon toujours notre interlocuteur. Les autorités le soupçonnent d'avoir un projet de déstabilisation. Suspecté d'être de mèche, le gérant de la station-service d'Itsandra est arrêté avec lui. Une vingtaine d'autres anonymes, aussi. Dans ce lot, un coursier de la présidence de l'Union.

Ahmed Abdallah Salim est un proche de l'ancien président Sambu qui l'avait nommé à la tête de la

société comorienne des Hydrocarbures dont il porte aujourd'hui le nom. Il a été conseiller d'Azali Assoumani quand ce dernier est élu en 2016 au nez et à la barbe du candidat du pouvoir, grâce au soutien que Sambu lui avait apporté. Depuis son éviction il y a deux ans, Ahmed Hydrocarbures s'est effacé de la scène politique malgré les multiples tressaillements de ces dernières années.

Andjouza Abouheir

ECONOMIE

Des investisseurs égyptiens à l'assaut du site de Galawa

Après le divorce de l'État comorien d'avec l'émirati Armada, le site de l'hôtel Galawa est convoité par la multinationale égyptienne Elsewedy Electric. Une délégation de sa filiale Rouwad a été reçue par le chef de l'État Azali Assoumani, hier jeudi 27 mai à la présidence pour « finaliser les discussions ».

60 millions d'euros. C'est le montant qu'a prévu d'investir Rouwad pour la construction d'un hôtel sur le site de Galawa Beach, un ancien hôtel de 4 étoiles rasé en 2008, à Mitsamihuli au nord de la Grande-comore. Rouwad est une filiale d'Elsewedy Electric, une multinationale égyptienne qui comme son nom l'indique intervient dans le domaine énergétique. Hier jeudi 27 mai, une délégation a été reçue par le chef de l'État Azali Assoumani au palais de Beit-Salam pour « finaliser les discussions ».

D'après le ministre de l'économie et porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie a expliqué



Investisseurs égyptiens reçus par le président Azali.

que les investisseurs du jour construiront un hôtel de 5 étoiles avec 115 chambres de luxe dans un délai de 18 mois. « Cette société était aux Comores après la conférence de Paris dans le cadre d'une

mission sur l'énergie. Après une visite dans la zone, elle s'est intéressée au site de Galawa. La délégation a pris l'engagement de construire l'hôtel. Ils sont actuellement en étude et les travaux

vont commencer dans deux mois », assure celui qui parie que « cette fois sera la bonne ».

Ce projet sera financé à hauteur de 60 millions d'euros avec l'expertise de la société Rouwad,

connue dans l'immobilier en Égypte. « Nous allons donner notre force et expérience pour donner au peuple comorien un petit cadeau égyptien. Nous avons l'enthousiasme de réaliser ce projet dans un délai exceptionnel pour que nos frères comoriens profitent autant de ce projet le plus tôt possible. Nos experts font les études topographiques et les travaux vont démarrer au plus tard dans deux mois », a confié le PDG de Rouwad, à la suite de l'entrevue avec le chef de l'État.

Le gouvernement comorien a décidé de suspendre le contrat de construction du complexe hôtelier sur le site Galawa-Maloudja avec le groupe émirati Armada Holding du riche Mohammed Rahif Hakmi. Les retards qu'a pris le chantier depuis la signature du contrat en 2017 et la pose de la première pierre un an plus tard a poussé le gouvernement à prendre cette décision. Une plainte contre le groupe émirati a été envisagée par Moroni.

Andjouza Abouheir

Une atmosphère de ville morte à Moroni le 26 mai

La date du 26 mai 2021 marquait la fin du mandat d'Azali Assoumani, en tout cas selon l'opposition. La population craignait des troubles dans la capitale. Par conséquent, une étrange atmosphère de ville morte régnait dans celle-ci. « Un succès » selon l'opposition qui a été poussée dans ses derniers retranchements par les forces de l'ordre. Il eut fallu attendre le lendemain pour que la vie reprenne son cours normal.

En lieu et place de troubles, un calme plat. A Moroni le 26 mai, à 9h l'ouverture et la fréquentation des magasins étaient encore timides. Sur la route, la cir-

culcation a été fluide y compris dans les axes qui connaissent généralement des kilomètres d'embouteillages. La population évitait la capitale, craignant des troubles pouvant être créés par la contestation du régi-

me d'Azali Assoumani, dont le mandat de 5 ans est arrivé à terme à cette date selon l'opposition. Au lycée Said Mohamed Cheikh où nous nous étions rendus, c'est moins de 40% de présence selon un ensei-

gnant. En effet, les salles étaient quasi vides et dans la cour, généralement animée, une atmosphère morose.

« Annoncée comme le lieu du rassemblement, la place du Karthala a été investie par l'armée et transformée en camp d'occupation comme par des troupes ennemies. Les manifestants ont replié place Ajao où se sont déroulés des heurts entre manifestants et forces de répression », note l'opposition dans un communiqué publié le lendemain. « L'événement du 26 mai a été un succès total. Toute la journée la capitale a été une ville morte ; les transports, les magasins, les marchés, l'administration elle-même, tout a

été paralysé. La preuve de l'impopularité de la dictature est de nouveau établie et à un niveau encore plus élevé. La cérémonie de ce qui n'est plus Béit-Salaam, mais plutôt « Béit-machaka » – la maison de toutes les dérives –, montée par le pouvoir n'a été que la pâle figure d'une dictature en fin de vie ». Le gouvernement avait en effet organisé à Beit-Salam une cérémonie pour fêter les deux ans d'investiture d'Azali Assoumani, élu à l'issue d'une présidentielle anticipée en 2019 pour un mandat de 5 ans.

La vie a repris son cours normal le lendemain.

Andjouza Abouheir





Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, Chargé des Affaires Foncières
et des Transports Terrestres



Projet de Relèvement Post-Kenneth et de Résilience (PRPKR) P171361

AMI/ Réf. n° 2021- 011-UGP- ATGC- PRPKR Sélection de consultants par les emprunteurs de la banque

“ SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTÉRÊT POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) EXPERT(E) EN GENIE CIVIL DANS LE CADRE DU PROJET DE RELEVEMENT POST-KENNETH ET DE RESILIENCE ”

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores, dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de relèvement Post-Kenneth et de résilience (PRPKR), a reçu un financement de la Banque Mondiale et a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour financer les services à temps partiel d'un ingénieur en Génie Civil dans le but d'appuyer l'Unité de Gestion du Projet (UGP) déjà mise en place, et la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire,

2. Objectif de la mission :

L'Objet de la mission de l'Expert (e) en génie civil est de superviser aussi bien les études que les travaux de réhabilitation et de construction des logements, équipements publics et d'infrastructures routières et d'appuyer l'Unité de Gestion du Projet et les directions techniques (DGEAT et DGRTR) dans la mise en œuvre du Projet.

3. Missions et tâches :

Sous l'autorité du Coordonnateur du projet, l'Expert (e) en génie civil devra fournir une assistance technique de haut niveau au projet pour la gestion la supervision des études et travaux relatifs au volet de reconstruction des logements et la réhabilitation du tronçon routier RN2-RN3.

En ce qui concerne les études :

- Appuyer l'UGP dans la supervision et le contrôle qualité des études
- Vérifier la fiabilité et l'exhaustivité de la définition des prix
- Vérifier que le dimensionnement des ouvrages est adéquat (techniquement et économiquement).
- Analyser et valider les études de faisabilité et d'avant-projets sommaires et détaillés
- Assurer le suivi du planning des études ;
- Préparer et participer aux réunions et à la validation des différents rapports soumis ;
- Participer à la validation des études d'impact environnemental et social,

En ce qui concerne les travaux

- Participer aux réunions de chantier
- Appuyer l'UGP dans la rédaction des documents de suivi de projets
- Participer à la réception provisoire et définitive des travaux
- Assurer en complément de 'interventions des maitres d'œuvre, le contrôle qualité des travaux
- Veiller à la conformité des qualifications des intervenants aux exigences contractuelles
- Appuyer l'UGP dans la préparation et la mise en œuvre des audits techniques annuels, sur ces aspects se rapportant à son expertise ;
- Participer activement à la gestion du système de suivi – évaluation du Projet ;
- Participer à l'analyse et à la validation de tout autre étude entrant dans le cadre du projet et nécessitant la contribution d'un expert en génie civil ;
- Assurer le bon déroulement des missions de supervision des partenaires techniques et financiers ainsi que le suivi des plans d'action issus des dites missions ;
- Organiser des sessions de renforcement de capacités destinées aux acteurs du Projet et des directions techniques ;

4. Profil du consultant

Le/la consultant (e) à recruter devra :

- Être titulaire d'un Diplôme d'ingénieur en génie civil de grade universitaire ou similaire (minimum bac + 5) et avoir une expérience dans conception et la supervision des études et des travaux de réhabilitation et construction d'équipements et d'infrastructures routières ;
- Justifier de connaissances appréciables dans les domaines spécifiques associés : topographie, géotechnique, hydrologie, l'étude géométrique, modélisation numérique, mesures, conception et réalisation d'ouvrages routiers et de logements résilients, sédimentologie, entretien et maintenance d'ouvrages (routes, logements) ;
- Avoir une parfaite maîtrise de calculs des ouvrages de protections (routes, logements/maisons...) ;
- Justifier d'une connaissance de logiciels basiques en informatique (Word, Excel, PowerPoint) et des outils de planification de projet (Gantt Project, MS Project, ...);

5. Méthode de sélection du Consultant

Le Consultant sera sélectionné conformément à la méthode, Sélection du Consultant Individuel (SCI) en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans le Règlement de Passation des Marchés par les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI), édition de juillet 2016.

6. Informations additionnelles

Les Consultants intéressés peuvent retirer ou demander les TDR et obtenir des informations supplémentaires à l'adresse suivant : Unité de Gestion du Projet sis au 2ème étage du Bâtiment abritant la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du Territoire sur la route de la Corniche à, BP 12 Moroni – Union des Comores ou bien par courriel à l'adresse suivant : cor.ugp.prpkr@gmail.com avec copie aux e-mails ci-dessous : rpm.ugp.prpkr@gmail.com et etpse.ugp.prpkr@gmail.com et aux jours et heures suivantes : du **lundi au vendredi de 8h-16h00**.

7. Soumission des dossiers de manifestation d'intérêt

Les dossiers de manifestation d'intérêt rédigés en langue française devront être adressés à **Monsieur le Coordonnateur du Projet PRPKR** et déposés ou envoyés par courrier électronique à l'Unité de Gestion du Projet avant 14 heures 00 locale à la date du **18 mai 2021** par voie d'une des deux options indiquées ci-dessus.

Les dossiers de candidature devront comprendre les documents suivants :

- * Une lettre de motivation adressée au coordonnateur du projet ;
- * Un curriculum Vitae détaillé incluant les références de trois (3) personnes pouvant attester des compétences techniques et qualité interpersonnelle du candidat;
- * Les copies des diplômes et des attestations de travail figurant sur le CV.

Lancement le 28 mars 2021